

## Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC

Zagreb (2-4 mars 2020)

### THÈMES PROPOSÉS POUR LE DÉBAT URGENT

*Version du 28 février 2020*

	<b>PAYS</b>	<b>PARLEMENT / CHAMBRE</b>	<b>THÈME PROPOSÉ</b>	<b>EXPLICATION</b>	<b>DATE</b>
1.	Déclaration commune des pays du Groupe Med		La crise en Libye	Les tensions et les conflits en cours dans la région méditerranéenne, en particulier en Syrie et en Libye, sont une source de préoccupation. Non seulement ils constituent une menace pour la paix et la stabilité régionales, mais leurs effets s'étendent bien au-delà de la région et affectent à leur tour l'Union européenne de multiples façons.	28 janvier 2020
	ITALIE	SÉNAT et CHAMBRE DES DÉPUTÉS			
	CHYPRE	CHAMBRE DES RÉPRESENTANTS		La crise en cours en Libye est une source de préoccupation pour nos délégations, car sa durée et son ampleur – y compris en raison de l'implication d'acteurs non libyens – sont un important facteur de déstabilisation, non seulement pour la Libye, mais pour l'ensemble de la région méditerranéenne. Elle représente en outre une menace indéniable pour la sécurité et la stabilité de l'Union européenne, car ses conséquences sont entre autres l'augmentation du risque de terrorisme, l'accroissement des flux migratoires et des flux de réfugiés et l'intensification	31 janvier 2020
	FRANCE	SÉNAT			20 février 2020
	GRÈCE				28 février 2020 proposition commune

	MALTE  PORTUGAL  ESPAGNE			<p>des activités illégales des réseaux criminels liées, entre autres, aux migrations.</p> <p>En outre, le rôle de l'Union européenne en Libye figure également à l'ordre du jour de cette conférence et est particulièrement pertinent compte tenu du débat plus général qui doit être engagé sur le rôle mondial de l'Union et sur les efforts visant à améliorer son efficacité et sa visibilité en tant qu'acteur mondial, surtout dans son voisinage immédiat.</p> <p>Enfin et surtout, le changement d'équilibre géopolitique dans la région qui en résulterait est incontestablement une question du plus haut intérêt pour l'Union.</p>	
2.	BELGIQUE	CHAMBRE DES RÉPRESENTANTS	La réponse européenne à la crise humanitaire en cours à Idlib (Syrie)	<p>Les Nations Unies et l'UE ont exprimé leur inquiétude face aux déplacements massifs et à la situation humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie. L'intensification récente des opérations militaires a entraîné le massacre aveugle de centaines de civils. Quelle est la stratégie de l'UE pour éviter cette catastrophe humanitaire ?</p>	21 février 2020
3.	Allemagne	PARLEMENT NATIONALE DE LA REÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, BUNDESTAG		<p>Le voisin méridional de l'UE, la Libye, un État quelque peu défaillant, risque de plus en plus de devenir un refuge pour les organisations terroristes. La population est exposée à la violence, au despotisme et à l'anarchie. La situation entre les parties en guerre civile est dans l'impasse. Si on ne trouve pas de solution à cette impasse, on court le risque d'une déstabilisation encore plus importante – y compris dans les États voisins.</p>	27 février 2020

				<p>L'UE est invitée à mettre fin à cette spirale descendante.</p> <p>À la fin du sommet sur la Libye à Berlin le 19 janvier 2020, un consensus s'est dégagé sur le fait que seul un processus politique sous la direction de la Libye et avec l'adhésion au niveau national pouvait mettre fin au conflit et apporter une paix durable. Il y avait également consensus sur le fait que le processus de Berlin avait pour seul but d'aider les Nations Unies en unissant la communauté internationale dans l'effort de trouver une solution pacifique à la crise en Libye, et qu'il ne n'existait pas de solution militaire pour ce pays. Entre autres, les participants se sont engagés à respecter pleinement l'embargo sur les armes prévu par la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies de 1970. Malgré cela, le cessez-le-feu qui a été convenu n'a duré que quelques heures et les livraisons d'armes ont repris et se poursuivent à ce jour. Afin d'empêcher de nouvelles livraisons d'armes, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont décidé de lancer une nouvelle mission de l'UE pour surveiller l'embargo, mais celle-ci ne sera finalement menée que par voie maritime.</p> <p>Quelles autres mesures seraient nécessaires pour faire respecter l'actuel embargo sur les armes ? Et l'UE, serait-elle en mesure de les mettre en œuvre ?</p>	
--	--	--	--	--	--